

**Assemblée générale**

Distr. générale
13 juillet 2015
Français
Original : anglais

Conseil des droits de l'homme
Groupe de travail sur la détention arbitraire

**Avis adoptés par le Groupe de travail sur la détention
arbitraire à sa soixante-deuxième session,
20-29 avril 2015**

N° 12/2015 (République de Moldova)

Communication adressée au Gouvernement le 20 février 2015

Concernant : Olesya Vedj

Le Gouvernement n'a pas répondu à la communication.

L'État n'est pas partie au Pacte international relatif aux droits civils et politiques.

1. Le Groupe de travail sur la détention arbitraire a été créé par la résolution 1991/42 de la Commission des droits de l'homme. Son mandat a été précisé et renouvelé par la Commission dans sa résolution 1997/50. Le Conseil des droits de l'homme a assumé le mandat dans sa décision 2006/102. Le mandat a été prolongé d'une nouvelle période de trois ans par la résolution 15/18 du Conseil, en date du 30 septembre 2010, puis d'une nouvelle période supplémentaire de trois ans par la résolution 24/7, en date du 26 septembre 2013. Conformément à ses Méthodes de travail (A/HRC/C/16/47 et Corr.1, annexe), le Groupe de travail a transmis la communication au Gouvernement.

2. Le Groupe de travail considère que la privation de liberté est arbitraire dans les cas suivants :

a) Lorsqu'il est manifestement impossible d'invoquer un quelconque fondement légal pour justifier la privation de liberté (comme dans le cas où une personne est maintenue en détention après avoir exécuté sa peine ou malgré l'adoption d'une loi d'amnistie qui lui serait applicable) (catégorie I);

b) Lorsque la privation de liberté résulte de l'exercice de droits ou de libertés garantis par les articles 7, 13, 14, 18, 19, 20 et 21 de la Déclaration universelle des droits de l'homme et, en ce qui concerne les États parties au Pacte international relatif aux droits civils et politiques, par les articles 12, 18, 19, 21, 22, 25, 26 et 27 de cet instrument (catégorie II);

c) Lorsque l'inobservation, totale ou partielle, des normes internationales relatives au droit à un procès équitable, établies dans la Déclaration universelle des droits de l'homme et dans les instruments internationaux pertinents acceptés par les



États intéressés, est d'une gravité telle qu'elle rend la privation de liberté arbitraire (catégorie III);

d) Lorsque des demandeurs d'asile, des immigrants ou des réfugiés font l'objet d'une rétention administrative prolongée, sans possibilité de contrôle ou de recours administratif ou juridictionnel (catégorie IV);

e) Lorsque la privation de liberté constitue une violation du droit international pour des raisons de discrimination fondée sur la naissance, l'origine nationale, ethnique ou sociale, la langue, la religion, la situation économique, l'opinion politique ou autre, le sexe, l'orientation sexuelle, le handicap ou toute autre situation, et qui tend ou peut conduire à ignorer le principe de l'égalité des droits de l'homme (catégorie V).

Informations reçues

Communication émanant de la source

3. M^{me} Olesya Vedy a été arrêtée à son domicile le 26 novembre 2014, à l'issue d'une perquisition menée par le procureur. Elle a d'abord été détenue pendant soixante-douze heures sur mandat du Procureur de la République de Moldova. À l'issue de cette période, le 28 novembre 2014, le mandat d'arrêt a été délivré par le Tribunal central de Chisinau conformément à l'article 166.1 du Code pénal moldove.

4. Les charges retenues contre M^{me} Vedy étaient fondées sur l'article 284.1 du Code pénal. Elle était soupçonnée d'avoir contribué à la création et au fonctionnement d'une organisation criminelle dont le but était de déstabiliser la situation politique du pays à l'occasion des élections parlementaires.

5. Plus précisément, M^{me} Vedy était accusée d'avoir promis à ses complices qu'elle les aiderait à se procurer et à cacher des armes et de l'argent pour le compte de l'organisation, à recruter de nouveaux membres et à recueillir des renseignements sur les activités des forces de l'ordre. Selon la source, le tribunal a établi que les arguments de l'accusation pouvaient être considérés comme suffisamment probants pour qualifier de « grave » l'infraction commise par M^{me} Vedy.

6. Pendant les trente jours qui ont suivi son arrestation, M^{me} Vedy a été détenue en prison, puis elle a été assignée à résidence à son domicile. Plusieurs recours ont été déposés pour contester la légalité du mandat de perquisition et du mandat d'arrêt, mais la justice les a tous rejetés.

7. La source affirme que l'arrestation de M^{me} Vedy n'a pas été réalisée dans le respect de la procédure, les autorités n'ayant pas présenté de preuves suffisantes. Elle signale en outre que le 19 décembre 2014, le Procureur général a retenu des nouvelles charges contre M^{me} Vedy. Or, ces nouvelles accusations ne permettaient pas, en l'espèce, d'invoquer l'article 284.1 du Code pénal.

8. La source estime par conséquent que la détention peut être considérée comme arbitraire et qu'elle relève de la catégorie III des critères applicables à l'examen des affaires soumises au Groupe de travail.

Réponse du Gouvernement

9. Le Groupe de travail regrette que le Gouvernement n'ait pas répondu aux allégations qu'il lui avait transmises le 20 février 2015.

Délibération

10. La source n'a, dans l'affaire concernant M^{me} Vedy, relevé aucune violation relevant d'une des catégories des critères applicables à l'examen des affaires soumises au Groupe de travail.

11. S'agissant de l'affirmation de la source selon laquelle M^{me} Vedy aurait été arrêtée sans preuves « convaincantes », le Groupe de travail rappelle qu'il n'est pas de son mandat d'évaluer de nouveau si les éléments de preuve sont suffisants.

Avis et recommandations

12. À la lumière de ce qui précède, le Groupe de travail n'est pas en possession d'informations indiquant l'existence d'une violation qui pourrait relever d'une des catégories de critères applicables à l'examen des affaires soumises au Groupe de travail.

13. En conséquence, le Groupe de travail considère qu'il ne dispose pas d'éléments suffisants pour rendre un avis. C'est pourquoi, conformément au paragraphe 10 f) de ses Méthodes de travail, le Groupe de travail décide de classer l'affaire.

[Adopté le 27 avril 2015]
